



PSA : et en plus, ils volent l'Etat !

Le projet de fermeture des sites d'Aulnay sous Bois et d'Hordain, ainsi que les menaces de fermeture sur celui de La Janais à Rennes sont inacceptables et injustifiés. Qui peut sérieusement croire à la farce du recul d'activité due à la faiblesse du marché alors que la baisse globale des ventes résulte essentiellement de son retrait du marché iranien décidé par les financiers américains liés au groupe Général Motors ? Accepter ce plan « social » serait une catastrophe pour la survie du groupe, pour les sous traitants locaux et pour les ressources des collectivités locales.

La direction avance comme argument des pertes financières importantes alors que chacun sait qu'il n'en est rien et que de l'argent, il y en a et même énormément. Il s'agit uniquement d'une stratégie financière à court terme, à l'image des orientations du capitalisme qui a choisi la financiarisation plutôt que la production, et qui a mené la société toute entière à la crise mondiale la plus importante depuis 1929.

Nous affirmons d'autant plus notre solidarité pleine et entière avec les salarié(e)s de PSA que la direction et les actionnaires de cet empire industriel et financier volent, avec la complicité des gouvernements successifs depuis 30 ans, l'État français et donc les contribuables que nous sommes .

PSA, c'est aussi (et d'abord ?) une banque !

Il faut savoir que PSA Peugeot-Citroën n'est pas qu'un groupe industriel, c'est aussi un empire financier présent avec son groupe Société foncière, financière et de participations, la FFP, et sa « Banque PSA Finance », active dans une trentaine de pays dont plusieurs paradis fiscaux (Malte, Suisse, etc.). Ses activités d'assurance sont toutes concentrées à Malte où elles côtoient le recyclage de l'argent dissimulé des armateurs grecs et l'argent illégal de la mafia russe, entre autres...

Cette banque, détenue majoritairement par divers biais par la famille Peugeot, est la « pompe à fric » du groupe et le support de sa financiarisation.

Dividendes versés par Banque PSA au groupe Peugeot et à ses principaux actionnaires (en millions d'euros)

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 30/06/2012 |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Dividendes versés | 161 | 157 | 167 | 143 | 140 | 155 | 532 |

Source : rapport semestriel de Banque PSA Finances au 30/06/2012

Cela signifie qu'au moment où le groupe annonçait 8000 suppressions d'emplois, les principaux actionnaires s'empressaient de passer à la caisse tout en disant qu'ils perdaient de l'argent!

Des milliards d'euros de l'État pour spéculer !

Lorsque la crise a explosé en 2008 et 2009, le secteur automobile a appelé au secours l'État, soit disant pour garantir des prêts que le groupe avait en cours. Ce fut d'autant plus facile à obtenir que l'État, était dirigé par la bande à Sarkozy, tous amis et de la même coterie que les héritiers de la famille Peugeot. L'État n'a alors pris aucune garantie ni participation en contrepartie de son apport de plus de 3 Milliards d'€ d'argent frais.

Le groupe n'avait pas besoin de cet argent public !

La banque PSA, comme les autres banques, emprunte directement auprès de la BCE, en contrepartie des dépôts que le groupe fait à la banque centrale européenne. Elle obtient ainsi des prêts à 1% (aujourd'hui à 0,7%) pour les prêter ensuite à 4 ou 5% à ses clients.

Alors, pourquoi emprunter à l'État et lui rembourser au plus vite ces 3 Milliards que l'État français a du emprunter, lui sur les marchés financiers au taux moyen de 3,5% et ainsi alourdir encore plus la dette publique ? Le calcul est simple et la réponse se trouve dans le bilan annuel de 2011.

Comme toutes les banques, la Banque PSA Finance a besoin de liquidités en 2008 pour couvrir des opérations financières spéculatives à risque sur des produits dérivés de type « subprime ».

Pour éviter de brader des produits financiers juteux et remettre en cause la manne de ses actionnaires, elle demande en 2008 à l'État, pourtant décrié depuis des années comme un frein à l'activité de l'entreprise, de cracher au bassinet.

Cynisme ou cupidité ?

Les 2 certainement. D'un coté, ils empruntent sur une courte période à l'État. Le groupe banque PSA souscrit avec cet argent public des obligations d'État rémunérés à 4%, elles, pendant 5 ou 10 ans.

De l'autre, avec l'aide obtenue, ils empruntent à taux très bas à la BCE qu'ils prêtent à plus de 2 fois le taux de l'inflation à leurs clients. Toutes ces sommes, le chiffreage total en est assez opaque, alourdissent la dette de l'État : en prêtant et.. en empruntant.

La dette publique, sous Sarkozy, a grossi de plus de 500 Mds en 5 ans. Tout en disant aux salariés du public et du privé ainsi qu'aux retraités qu'il faut se serrer la ceinture...

Les copains volent au secours des coquins !

L'État s'empresse de satisfaire les demandes des magnats du secteur automobile et de 5 façons :

- 1) Le plan de sauvetage (6,5Mds d'€ de prêts au secteur automobile dont 3Mds au groupe PSA)
- 2) Le plan de relance : la prime à la casse et la prise en charge du dépassement des autorisations de chômage partiel ;
- 3) Les diverses mesures d'exonération de cotisation sociale :heures supplémentaires, exemptions diverses,...
- 4) Les cadeaux fiscaux comme la manne du Crédit Impôt Recherche :PSA ferme aujourd'hui ses bureau d'étude).
- 5) La baisse de l'impôt sur les sociétés (les sociétés du CAC 40 dont faisait partie le groupe payent en moyenne 8% d'IS contre 29% en moyenne pour les PME et PMI.

Sans oublier que la famille Peugeot déclare ses impôts en Suisse depuis le début du 20ème siècle. Le manque à gagner cumulé pour l'État est considérable.

La dette publique qui résulte de l'aide au secteur automobile n'est pas légitime ! Elle doit faire l'objet d'un audit public et être annulée ! PSA doit rembourser !

La loi interdit de connaître l'identité des créanciers et les émissions de titres de la dette sont confiés par l'État à 20 banques privées (dont certaines comptent le groupe PSA dans leurs clients) et dont 4 seulement sont françaises. Nos élus ne savent pas à qui ils payent la dette !

Il faut changer la loi et ouvrir les livres de comptes ! Il faut arrêter de payer la dette publique, le temps de réaliser un audit citoyen et de décider collectivement ce qui doit légitimement être payé et ce qui ne doit pas l'être. Qu'est ce qui est le plus important aujourd'hui ? Enrichir les créanciers déjà milliardaires ou satisfaire les besoins non satisfaits du plus grand nombre ? **Changer maintenant, c'est possible !**

CAC 35 : porter le débat sur la dette au cœur de la société : Le Collectif pour l'Audit Citoyen sur la dette publique (CAC 35) est un lieu d'échange d'informations et d'élaboration d'actions unitaires pour peser sur le débat d'idées et combattre le fatalisme en proposant des alternatives. Avec : ATTAC Rennes ; CADTM groupe de Rennes ; CGT Affaires Sanitaires et Sociales ; CGT-ARS ; Europe Écologie Les Verts Rennes ; FASE 35 ; FSU35 ; Gauche Unitaire 35 ; Mix-Cité Rennes ; NPA 35 ; Parti de Gauche 35 ; SNUI Sud Trésor ; Solidaires 35 ; Syndicat Départemental Sud Santé- Sociaux 35 ; Sud Ville de Rennes. contact@cac35.org site national= www.audit-citoyen.org